

Enseignant avec un élève de l'école primaire pour garçons d'Umdebekrat, bénéficiaire d'une bourse et de manuels scolaires du PME, Nyala sud, Darfour du Sud, Soudan.

Crédit : PME/ Kelley Lynch



CHAPITRE

2

Des systèmes éducatifs efficaces

APERÇU DES RÉSULTATS

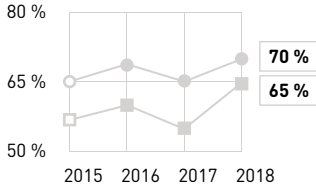
RÉSULTATS

BUT 3

Des systèmes éducatifs efficaces et efficaces

#10

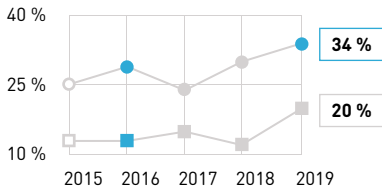
70 % des PP ont augmenté la part des dépenses publiques consacrées à l'éducation ou l'ont maintenue à 20 % au moins de ces dépenses.



*Les valeurs réelles les plus récentes datent de 2018."

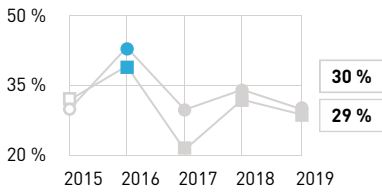
#12

34 % des PP comptaient moins de 40 élèves par enseignant formé



#14

30 % des PDP ont communiqué à l'ISU des données sur au moins 10 des 12 principaux indicateurs de l'éducation.



#11

Répartition équitable des enseignants

-

#13

Incidence du redoublement et de l'abandon scolaire sur l'efficience

-

*Les valeurs réelles passées pour l'indicateur 10 ont été mises à jour rétrospectivement ici. Les valeurs initiales figurent à l'Annexe A.

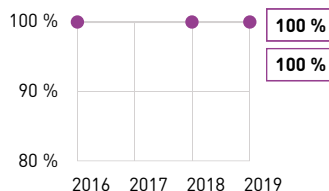
	Référence	Jalon annuel atteint	Jalon annuel non atteint	Rapport l'année prochaine
Total	○	●	●	-
PPFC	□	■	■	-

OBJECTIF 1

Renforcer la planification et la mise en œuvre des politiques dans le secteur de l'éducation

#17

100 % des PP ayant présenté une requête de financement au PME publiaient des données à l'échelon national.



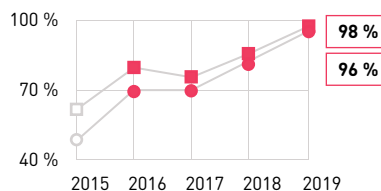
*Les valeurs pour 2017 n'étaient pas applicables. Voir l'Annexe A pour plus de détails."

OBJECTIF 4

Mobiliser des financements plus importants et de meilleure qualité

#31

96 % des missions dans les pays ont porté sur des questions de financement national.



PRINCIPAUX RÉSULTATS

> **Le volume du financement national de l'éducation dans les pays partenaires du PME a augmenté de 4,8 milliards de dollars entre 2015 et 2018.**

> **La proportion de pays ayant accru la part des dépenses publiques consacrée à l'éducation est passée de 65 % en 2017 à 70 % en 2018.** Toutefois, cette tendance est incertaine sur le long terme.

> **Le PME maintient son engagement d'aider à mobiliser des financements nationaux plus importants et de meilleure qualité :** pour preuve, la proportion des missions du PME portant sur les questions de financement national a fortement augmenté, de 83 % en 2018 à 96 % en 2019.

> **Les pays partenaires font des progrès en ce qui concerne la formation des enseignants,** la

proportion de pays comptant moins de 40 élèves par enseignant formé étant passée de 30 % en 2018 à 34 % en 2019.

> **La disponibilité de données clés pour étayer des concertations sur les politiques éducatives fondées sur des faits est problématique** et découle, entre autres, de la faiblesse de la capacité statistique dans certains pays partenaires.

> En plus des incitations qu'offre son modèle opérationnel, **les financements en cours du PME durant l'exercice 2019 ont permis d'allouer spécifiquement 423,7 millions de dollars** aux activités de renforcement des systèmes éducatifs (activités en lien avec les données et le renforcement des capacités aux niveaux central et décentralisés, notamment) dans les pays partenaires.

Des systèmes éducatifs efficaces

D'après la théorie du changement du PME, l'amélioration de l'accès à l'éducation et des résultats d'apprentissage pour tous passe par des systèmes éducatifs renforcés⁴². Pour bâtir des systèmes éducatifs plus solides, il faut disposer de données pertinentes qui permettent d'élaborer des politiques éducatives de qualité. Les principales ressources financières et humaines doivent aussi être suffisantes, tant sur le plan de la quantité que de la qualité. Ces ressources doivent être utilisées de façon efficace pour mettre en œuvre des politiques et des programmes qui produisent des résultats.

Le PME s'appuie sur deux types d'instruments pour contribuer à l'amélioration de l'efficacité et de l'efficacité des systèmes éducatifs dans les pays partenaires : le soutien non financier à travers les diverses incitations qu'offre le modèle de financement du PME et les apports financiers directs aux activités de renforcement des systèmes grâce à l'allocation de financements.

Le PME veille à la disponibilité des financements nationaux (Indicateur 10) et d'enseignants formés (Indicateur 12) de même qu'à la qualité des systèmes de données (Indicateur 14), qui sont quelques-uns des principaux ingrédients d'un système éducatif efficace et efficace. Le Partenariat supervise aussi la manière dont les missions dans les pays sont utilisées comme des occasions de se concerter sur les questions de financement national (Indicateur 31) et dont le modèle de financement contribue au renforcement des systèmes de données dans les pays partenaires (Indicateur 17).

2.1. Le financement national de l'éducation

(Indicateur 10 et 31)

Au regard de l'importance du financement national dans le développement de systèmes éducatifs efficaces et efficaces, le PME exige des pays sollicitant des financements de mise en œuvre de s'engager à maintenir la part de leurs dépenses consacrées à l'éducation à 20 % (ou plus) ou à augmenter leurs dépenses dans le secteur de l'éducation pour atteindre cet objectif. L'indicateur 10 suit la proportion de pays partenaires qui consacrent au moins 20 % de leur budget national au secteur de l'éducation ou qui augmentent leurs dépenses dans le secteur de l'éducation en vue d'atteindre cet objectif⁴³.

En 2018 (la date la plus récente pour laquelle on dispose de données), 33 des 47 pays partenaires (13 des 20 PPF) dont les données sont disponibles pour l'indicateur 10 ont maintenu la part des dépenses d'éducation à 20 % ou plus de leur budget national, ou ont augmenté la part de leurs dépenses dans le secteur de l'éducation par rapport à 2015, année de référence. Dans l'ensemble, pour 2018 la proportion de pays partenaires consacrant au moins 20 % des dépenses publiques à l'éducation ou ayant augmenté la part de leurs dépenses d'éducation est de 15 points de pourcentage (17 points de pourcentage dans les PPF), inférieure au jalon fixé ; elle représente cependant une hausse de 5 points de pourcentage depuis 2015 (figure 2.1).

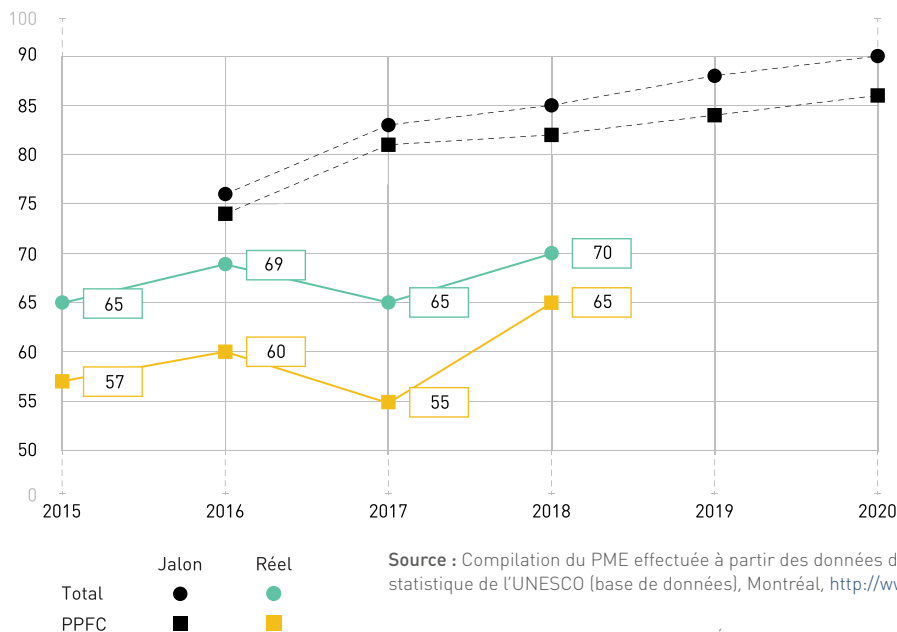
42. Selon le *Plan stratégique 2016-2020* (PME 2020). Vous trouverez la théorie du changement sur la page : <https://www.globalpartnership.org/fr/content/la-theorie-du-changement-du-gpe-2020>.

43. Pour en savoir plus sur la méthodologie employée pour chaque indicateur, remplacer X par le numéro de l'indicateur dans le lien suivant : <https://www.globalpartnership.org/content/methodology-sheet-gpe-result-indicator-X>.

FIGURE 2.1.

DANS UN PLUS GRAND NOMBRE DE PAYS, LES DÉPENSES NATIONALES D'ÉDUCATION SONT EN AUGMENTATION OU ONT ATTEINT 20 % DU BUDGET NATIONAL.

Proportion de pays ayant accru la part des dépenses dans le secteur de l'éducation par rapport à la valeur de référence



Source : Compilation du PME effectuée à partir des données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (base de données), Montréal, <http://www.uis.unesco.org>.

Note : Les données couvrent 47 pays et États fédéraux, dont 20 PPFC. Les données de chaque année ont été mises à jour à l'aide des documents les plus récents. Les données publiées dans le cadre du *Rapport sur les résultats 2020* ont été mises à jour et révisées en conséquence, de même que les valeurs de référence. Cependant, les données de 2018 n'ont été collectées qu'en 2019, et les données de 2019 n'étaient pas encore disponibles lors de la rédaction du présent rapport.

Les cibles et les jalons pour l'indicateur 10 avaient été calculés sur la base des données de référence rassemblées en 2016 sur les dépenses publiques d'éducation pour l'année 2015. Depuis lors, ces données ont été révisées en 2017, en 2018 et 2019 à mesure que des informations actualisées étaient disponibles. Parce que les premières valeurs de référence étaient supérieures à celles qui ont suivi, les cibles fixées pour les années ultérieures étaient beaucoup plus ambitieuses. Il n'est, dès lors, pas surprenant qu'elles n'aient pas été atteintes.

Nonobstant le fait que le jalon pour l'indicateur 10 n'ait pas été atteint, le volume total des dépenses publiques s'est accru de 4,8 milliards de dollars entre 2015 et 2018 dans les 61 pays partenaires du PME⁴⁴. Le volume des dépenses d'éducation a augmenté plus rapidement que la population d'âge scolaire, d'où une légère hausse des dépenses par enfant d'âge scolaire, de 102 dollars (82 dollars dans les PPFC) en 2015 à 104 dollars

(90 dollars dans les PPFC) en 2018. Entre 2002 et 2016, pour les pays disposant de données pour ces deux années, les pays partenaires ont affiché une augmentation plus importante des dépenses dans le secteur de l'éducation, que les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire en général.

D'après les évaluations du PME au niveau des pays, le pré-requis lié au financement national a contribué à améliorer le dialogue entre le ministère de l'Éducation et le ministère des Finances lors de la préparation du budget dans certains pays⁴⁵. Il ressort par exemple des évaluations réalisées au Libéria et en Sierra Leone que les prérequis du modèle de financement du PME ont servi d'outil de plaidoyer durant les négociations du budget. Dans le Somaliland, les prérequis du PME ont été utilisés pour obtenir un engagement écrit du ministère des Finances d'augmenter progressivement les dépenses d'éducation pour atteindre 13 % d'ici à 2021. Au Malawi, la matrice

44. Le Secrétariat a calculé ces chiffres à partir des données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (base de données), Montréal, <http://www.uis.unesco.org>, et de la base de données des indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale, Washington, <https://datacatalog.worldbank.org/dataset/world-development-indicators>.

45. Les évaluations au niveau des pays font partie intégrante de la stratégie de suivi et d'évaluation du PME. Vous trouverez plus d'informations sur la page : <https://www.globalpartnership.org/fr/results/monitoring-evaluation>.

de prérequis pour le financement national s'est avérée utile lors des négociations menées avec le ministère des Finances, mais aussi avec d'autres partenaires de développement pour appeler à une augmentation des dépenses consacrées à l'éducation. Les évaluations au niveau des pays montrent cependant que le PME n'a que modérément ou très peu influencé le volume du financement national. Les prérequis de financement national peuvent dès lors être considérés comme un catalyseur de discussions sur le financement national, particulièrement avec le ministère des Finances.

Les missions du PME dans les pays offrent au Secrétariat l'occasion d'aborder les questions de financement national dans le cadre de concertations avec divers acteurs du secteur de l'éducation au niveau du pays. L'indicateur 31 suit la proportion de missions du Secrétariat traitant du financement national dans les pays partenaires. En 2019, le Secrétariat a mené 90 missions dans 56 pays, dont 86 abordaient des questions de financement national (55 des 56 missions dans les PPFC portaient sur le financement national). La proportion de missions du Secrétariat portant sur le financement national a augmenté de 13 points de

pourcentage par rapport à l'année précédente, preuve d'un plus grand engagement à résoudre les goulets d'étranglement en la matière observés dans les pays partenaires.

2.2. Besoin en enseignants formés

(Indicateur 12)

La disponibilité d'enseignants de qualité prodiguant des enseignements efficaces est l'un des facteurs les plus importants d'un système éducatif solide. Les financements de mise en œuvre du PME accordent une place non négligeable au soutien à la formation des enseignants (l'encadré 2.1 décrit brièvement les interventions du PME au Bénin, en Éthiopie et au Mozambique). L'indicateur 12 suit la proportion de pays partenaires pour lesquels le nombre d'élèves par enseignant formé est inférieur ou égal à 40 dans l'enseignement primaire. En 2019, 34 % (14 pays sur 41) de pays partenaires pour lesquels les données étaient disponibles affichaient un ratio élèves/enseignant formé inférieur à 40, contre 25 % (14 pays

ENCADRÉ 2.1.

SOUTIEN À LA FORMATION DES ENSEIGNANTS AU BÉNIN, EN ÉTHIOPIE ET AU MOZAMBIQUE

Le **Bénin** a diminué de moitié son ratio élèves/enseignant formé durant les dix dernières années, de 110 en 2009 à 56 en 2018. Au cours de la période, le PME a fourni au Bénin deux financements de mise en œuvre, d'un montant total de 117 millions de dollars. Ces financements ont largement contribué à la formation des enseignants. Grâce à l'appui du PME, 63 000 enseignants environ ont reçu une formation qui a amélioré leurs compétences pédagogiques et 8 000 enseignants communautaires ont obtenu un diplôme d'enseignant au bout de trois années de formation.

L'**Éthiopie** fait face à un manque criant d'enseignants formés. En 2006, seulement 3 % des enseignants du premier cycle du primaire (de la 1^e à la 4^e année) étaient qualifiés. Le PME a contribué à un fonds commun qui a financé la formation des enseignants et permis leur remise à niveau. En 2013, la proportion d'enseignants qualifiés dans le premier cycle du primaire avait augmenté de 44 %. En ce qui concerne le second cycle du primaire (de la 5^e à la 8^e année), la proportion d'enseignants qualifiés s'est accrue, passant de 53 % en 2006 à 92 % en 2013. Des financements plus récents du PME (2014-2019) ont continué de soutenir la formation des enseignants, 165 000 enseignants ayant ainsi terminé le programme de remise à niveau. Le PME finance aussi d'autres activités, comme le renforcement du système d'évaluation des acquis scolaires et la fourniture de matériels didactiques, qui veillent à ce que les qualifications des enseignants transparaissent dans la qualité des apprentissages.

Le **Mozambique** affiche un meilleur ratio élèves/enseignant formé, qui est passé de 86 en 2009 à 57 en 2018. Le financement du PME, s'ajoutant aux financements des autres partenaires, a accompagné l'État dans les efforts qu'il a engagés depuis plus de dix ans pour améliorer l'offre d'enseignants de qualité. Dans l'ensemble, 44 734 nouveaux enseignants du primaire ont été formés entre 2011 et 2018.

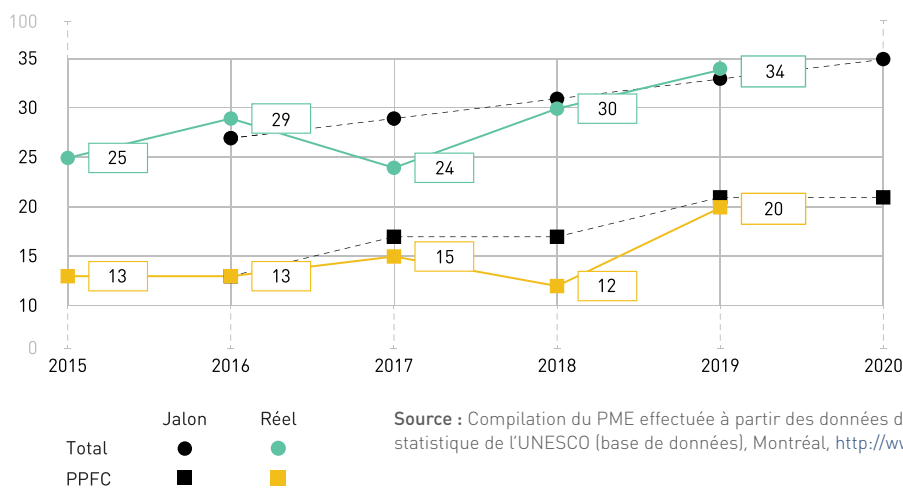
De 2011 à 2017, la **Zambie** a réussi à réduire quasiment de moitié le nombre de districts ayant un ratio élèves/enseignant formé supérieur à 60. De 2013 à 2018, le PME a contribué à un programme de soutien budgétaire sectoriel afin d'aider l'État dans ses efforts de relèvement du nombre d'enseignants qualifiés.

Source : Institut de statistique de l'UNESCO (base de données), Montréal, <http://uis.unesco.org>; dans les références, voir Département pour le développement international, rapport de fin d'exécution de la Zambie, PME, rapport *Le PME en action*, et Banque mondiale rapport de fin d'exécution et rapport sur les résultats pour le Bénin, l'Éthiopie, et le Mozambique, et rapport sur la mise en œuvre et sur les résultats pour l'Éthiopie et le Mozambique.

FIGURE 2.2.

LES RATIOS ÉLÈVES/ENSEIGNANT FORMÉ SE SONT QUELQUE PEU AMÉLIORÉS EN 2019.

Proportion de pays ayant un nombre d'élèves par enseignant formé inférieur à 40.



sur 55) en 2015, année de référence. Dans l'ensemble, le jalon fixé pour l'indicateur 12 pour 2019 a été légèrement dépassé, mais il reste inférieur au jalon pour les PFC (figure 2.2)⁴⁶.

Sur les 27 pays ayant un ratio élèves/enseignant formé supérieur au niveau de référence, 17 ont un ratio élèves/enseignant formé entre 41 et 60 et, pour 10 pays, ce ratio est supérieur à 60. La moitié des pays ayant un ratio élèves/enseignant formé supérieur à 60 se trouvent dans la catégorie des PFC. Les PFC comptent, en moyenne, 68 élèves par enseignant formé, contre 45 pour les pays non PFC. Malgré les progrès enregistrés dans l'ensemble des pays partenaires, les activités en lien avec la formation des enseignants doivent être poursuivies, particulièrement dans les PFC.

2.3. Des données pour les systèmes éducatifs (Indicateurs 14 et 17)

Pour renforcer les systèmes éducatifs, il faut des données précises, récentes et exhaustives qui aident à l'élaboration de politiques publiques fondées sur des données probantes. Le PME suit la disponibilité des données importantes indispensables à

la concertation sur les politiques publiques dans les pays partenaires. L'indicateur 14 examine la proportion de pays partenaires qui communiquent à l'ISU des données sur au moins 10 des 12 indicateurs clés relatifs aux résultats, à la fourniture de services et au financement dans le secteur de l'éducation⁴⁷.

En 2019, 30 % des pays partenaires (18 pays sur 61) ont communiqué à l'ISU des données sur au moins 10 des 12 indicateurs clés, ce qui correspond à un recul de 4 points de pourcentage par rapport à l'année dernière (figure 2.3). Cinq pays partenaires (Albanie, Bénin, Burkina Faso, Kenya et Togo), qui ont communiqué des données clés en 2018, ne l'ont pas fait en 2019. En revanche, deux pays partenaires (Ouzbékistan et Viet Nam) qui n'avaient pas communiqué de données clés en 2018 l'ont fait en 2019. Il s'ensuit que trois pays partenaires en moins ont communiqué des données clés à l'ISU en 2019, réduisant la valeur de l'indicateur 14. Les jalons fixés pour l'indicateur 14 n'ont pas été atteints pour la troisième année consécutive et on n'observe aucune amélioration régulière depuis l'année de référence. Toutefois, sur les 43 pays ayant communiqué à l'ISU des données sur moins de 10 indicateurs en 2019, 19 pays ont communiqué des données sur 8 ou 9 des indicateurs et ne sont donc pas loin du seuil.

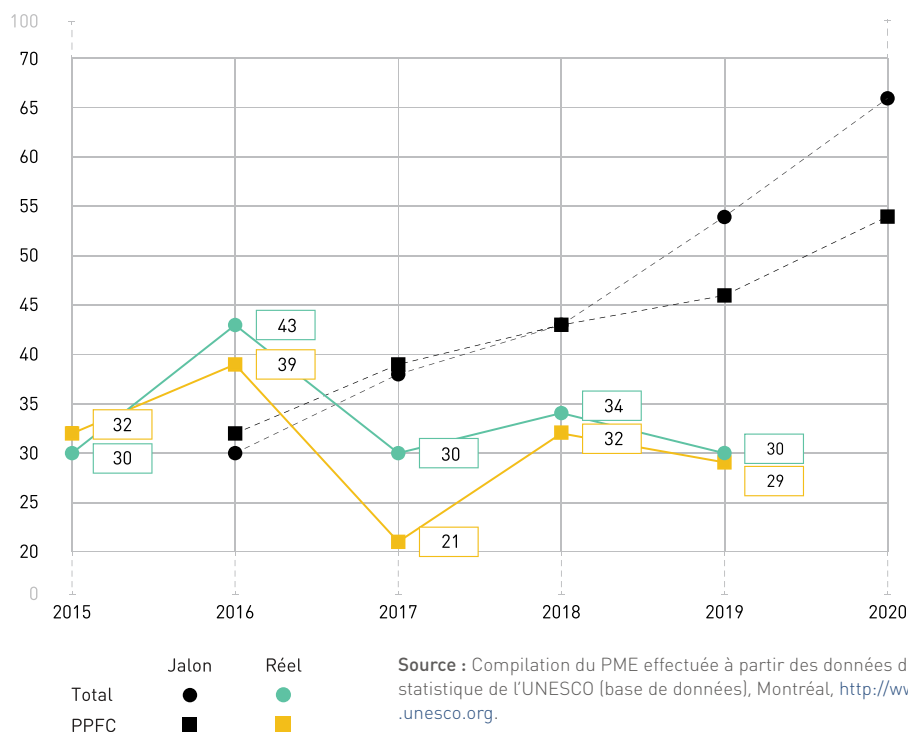
46. Entre 2018 et 2019, les PFC ont vu une amélioration de la proportion de pays dont le ratio élèves/enseignant formé est inférieur à 40, en raison de l'amélioration du ratio qui est passé en deçà de 40 dans un pays (Libéria) et de la modification de l'échantillon de pays pris en compte dans les calculs de l'indicateur. L'un des problèmes qui se posent en ce qui concerne l'indicateur 12 est que l'échantillon de pays change tout le temps. Au total, 39 pays ont des données disponibles pour 2015 et 2019, dont 10 ont affiché un ratio élèves/enseignant formé inférieur à 40 en 2015 et 13 en 2019. En clair, la proportion de ces 39 pays ayant un ratio élèves/enseignants formé inférieur à 40 s'est accrue, de 25,6 % en 2015 à 33,3 % en 2019.

47. Il convient de noter que le PME utilise les données de l'ISU de 2016-2017 afin de générer les valeurs de 2019 pour le cadre de résultats en raison du décalage standard de deux ans en matière de publication des données dans la base de données en ligne de l'ISU.

FIGURE 2.3.

LA DISPONIBILITÉ DES DONNÉES DEMEURE UN DÉFI.

Proportion de pays communiquant à l'ISU des données sur au moins 10 des 12 indicateurs clés de l'éducation



De manière générale, la plupart des pays partenaires semblent éprouver des difficultés particulières à communiquer les données sur les indicateurs de financement de l'éducation et la fourniture de services, surtout par niveau d'éducation. La capacité du système éducatif à recueillir et diffuser des données clés sur l'éducation semble liée à un problème plus général relatif aux capacités des systèmes de statistique dans les pays (voir encadré 2.2). Le renforcement des systèmes de données de l'éducation passe par des actions concertées destinées à faire disparaître les problèmes de capacité statistique auxquels sont confrontés les pays dans l'ensemble⁴⁸. Le PME doit poursuivre sa collaboration avec des partenaires clés comme l'ISU pour mieux comprendre les problèmes qui se posent en ce qui concerne les données et pouvoir apporter un appui plus pertinent aux pays partenaires.

Le PME est déterminé à utiliser son modèle de financement pour aider à pallier le manque de données dans les pays partenaires (voir quelques exemples à l'encadré 2.3). L'indicateur 17 examine les stratégies en matière de données dans les pays pour lesquels des financements de mise en œuvre ont été approuvés et qui ne communiquent pas des données

clés à l'ISU ni ne collectent et diffusent au niveau national des données sur l'éducation et les financements. Durant l'exercice 2019, 18 financements de mise en œuvre ont été approuvés pour 17 pays partenaires. Au total, 10 de ces pays n'ont pas communiqué toutes les données clés à l'ISU. Sur ces 10 pays, 3 ont soumis des requêtes pour des financements accélérés et ont été autorisés à déroger au prérequis du modèle de financement sur la communication de données. En outre, des données étaient disponibles au niveau national dans 3 autres pays. Dans l'ensemble, 4 pays partenaires (Afghanistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Somalie et Soudan du Sud), dont 3 font partie des PPF, affichent des lacunes en matière de données selon les prérequis du modèle de financement. Ces pays ont tous élaboré des stratégies pour résoudre les problèmes de données.

Au niveau international, le PME s'associe à d'autres organisations pour renforcer les systèmes de données. En 2018 et 2019, le Secrétariat a organisé une *Table ronde multipartite sur les solutions aux problèmes de données dans l'éducation*, afin de puiser dans l'expertise des pouvoirs publics, de la société civile, des partenaires privés et de développement

48. Il existe une forte corrélation entre le nombre d'indicateurs pour lesquels des informations sont communiquées à l'ISU et l'indice de la capacité statistique de la Banque mondiale. Il y a cependant lieu de noter que les concertations avec les unités des SIGE de certains pays ont mis en lumière une asymétrie entre la stratégie générale en matière de statistique et les capacités au sein des ministères de l'Éducation.

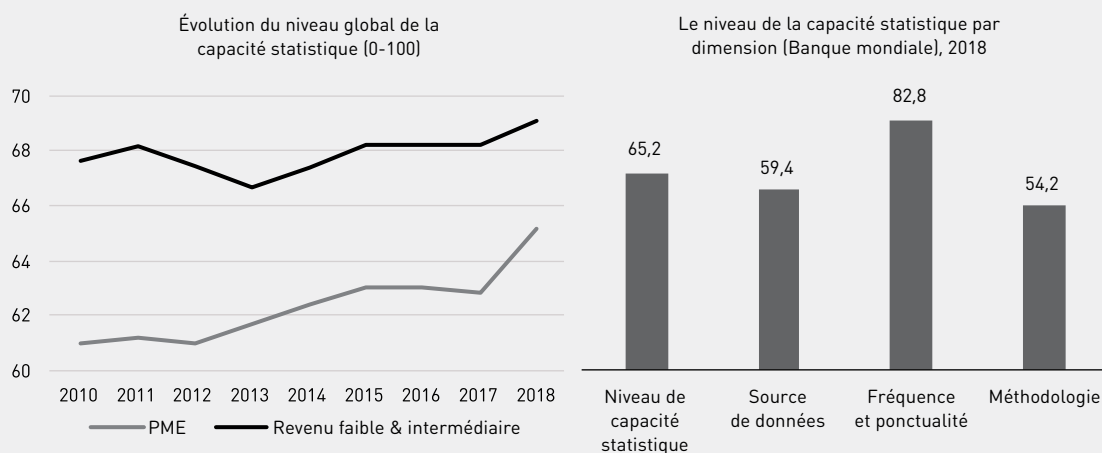
ENCADRÉ 2.2.

LES PAYS PARTENAIRES PROGRESSEDANS LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE LEURS SYSTÈMES DE STATISTIQUE

L'aptitude du secteur de l'éducation à collecter et diffuser des données de qualité sur l'éducation et les financements est, en général, fonction des capacités des systèmes de statistique des pays. L'indice de capacité statistique de la Banque mondiale est un indicateur composite qui mesure le niveau global des systèmes de statistique d'un pays. Il repose sur un cadre diagnostique évaluant trois dimensions clés des systèmes nationaux de statistique : la méthodologie, les sources des données, la fréquence et la ponctualité.

Les systèmes de statistique des pays partenaires du PME sont de plus en plus solides. La valeur de l'indice de capacité statistique s'est améliorée de 4,2 points entre 2010 et 2018 dans les pays partenaires, contre une augmentation de 1,5 point dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Les progrès remarquables affichés par les pays partenaires entre 2017 et 2018, en particulier, s'appuient sur d'importantes améliorations (d'au moins 10 points de la note de la capacité statistique) dans certains pays peu performants comme Haïti, la République démocratique populaire lao, le Lesotho, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et la Zambie.

Des trois composantes de l'indice, la méthodologie et la source des données semblent être les dimensions corrélées avec les plus mauvais résultats. Par conséquent, aider les pays partenaires à se conformer aux normes et méthodes internationalement recommandées et renforcer les capacités des systèmes administratifs à mener des activités de collecte de données à la fréquence recommandée au niveau international sont essentiels pour améliorer leurs systèmes de statistique.



Source : Compilation effectuée par le PME à partir des données de la base de données des indicateurs de développement dans le monde, Banque mondiale, Washington, DC, <https://datacatalog.worldbank.org/dataset/world-development-indicators>.

Note : L'indicateur de « méthodologie » mesure la capacité d'un pays à se conformer aux normes et méthodes internationalement recommandées. L'indicateur de « source de données » examine si un pays mène ou non des activités de collecte des données selon la périodicité recommandée au niveau international, et si les données des systèmes administratifs sont disponibles. L'indicateur de « fréquence et ponctualité » mesure la disponibilité et la périodicité de principaux indicateurs socioéconomiques. Cette analyse couvre 67 pays partenaires.

ENCADRÉ 2.3.

SOUTIEN AUX SYSTÈMES DE DONNÉES EN AFGHANISTAN, AU MALI ET AU KENYA

Malgré l'élaboration et la mise en service d'un SIGE au cours des dernières années, l'**Afghanistan** reste confronté à des problèmes de couverture et de précision des données de l'éducation. Le SIGE ne couvre pas l'éducation communautaire et la vérification des données est particulièrement problématique. Le financement en cours du PME (2019-2023) aide l'État à améliorer les systèmes de collecte et d'examen de la qualité des données au moyen d'enquêtes téléphoniques et de visites sur le terrain, et à intégrer l'éducation communautaire dans le SIGE.

Au **Mali**, la publication des statistiques annuelles a été retardée principalement en raison de difficultés liées à la transmission des données entre les unités locales et centrales du ministère de l'Éducation. Pour aider à résoudre ce problème, le projet financé par le PME (2013-2017) a mis en œuvre un réseau privé virtuel qui a aidé les pouvoirs publics à collecter des données de l'éducation et à les partager en temps voulu avec les unités centrales. Ce système s'est avéré particulièrement adapté pour le pays au regard de son vaste territoire.

Bien qu'un système de données existe au **Kenya**, la qualité et la ponctualité de la production des données semblent difficiles. Le projet financé par le PME (2015-2019) visait à renforcer les capacités en vue de l'élaboration de politiques fondées sur les données probantes au niveau national. En 2016, 60 % d'écoles primaires seulement étaient concernées par la collecte de données du SIGE ; en 2018, 95 % d'écoles étaient couvertes.

Source : Dans les références, voir l'analyse sectorielle de l'éducation de l'Afghanistan; et le document d'évaluation de projet pour l'Afghanistan et le Kenya, le descriptif du projet d'urgence pour le Mali, le rapport sur la mise en œuvre et sur les résultats pour le Mali, et le rapport sur l'état de la mise en œuvre et sur les résultats pour le Kenya de la Banque mondiale.

pour améliorer la disponibilité et l'utilisation de données précises et actualisées dans la planification de l'éducation, au niveau des pays et à l'échelle mondiale. Plus particulièrement, cette initiative reconnaît le pouvoir qu'ont les entreprises de participer à la création de solutions innovantes et de fournir de nouvelles technologies pour apporter des améliorations dans le domaine des données de l'éducation. Pour répondre aux contraintes relevées par les pays en développement dans leurs systèmes de données de l'éducation, la table ronde a formulé des recommandations pour des solutions durables et élaboré des stratégies de renforcement des capacités⁴⁹.

2.4. Soutien financier du PME au renforcement des systèmes éducatifs

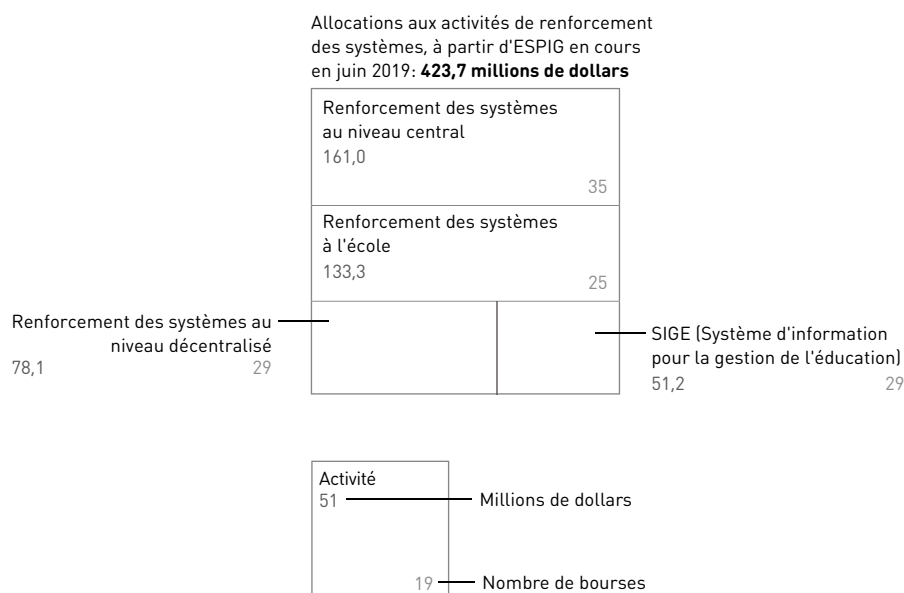
Sur les 38 ESPIG en cours à la fin de l'exercice 2019, 37 soutenaient le renforcement des systèmes éducatifs. Ce qui correspond à des engagements d'un montant total de 423,7 millions

de dollars, soit 33 % de l'enveloppe totale des financements en cours. Une part importante de ces financements est destinée à soutenir des activités au niveau central (161 millions de dollars pour des activités comme l'assistance technique au ministère de l'Éducation), suivies par les activités au niveau des écoles (133,3 millions de dollars pour des subventions aux écoles ou des programmes de gestion scolaire, par exemple) et au niveau décentralisé (78,1 millions de dollars pour des activités comme l'assistance technique aux systèmes éducatifs dans les régions ou les provinces), de même que des activités ciblant les systèmes de données (51,2 millions de dollars pour des activités en lien avec le SIGE). Un montant supplémentaire de 36,9 millions de dollars est destiné à la préparation des évaluations de l'apprentissage et au renforcement des systèmes d'évaluation de l'apprentissage, tandis que 144,4 millions de dollars et 59,8 millions de dollars respectivement ont été alloués à la formation des enseignants et aux activités de renforcement des systèmes de gestion des enseignants.

49. PME, *Résultats de la Table ronde sur les solutions aux problèmes de données dans l'éducation* (Washington, DC : Partenariat mondial pour l'éducation, 2019), <https://www.globalpartnership.org/fr/content/resultats-de-la-table-ronde-sur-les-solutions-aux-problemes-de-donnees-dans-education>.

AXE DE FINANCEMENT : SYSTÈMES

SOUTIEN FINANCIER DU PME POUR LE RENFORCEMENT DES SYSTÈMES, 2019



VERS UN FINANCEMENT NATIONAL PLUS IMPORTANT ET DE MEILLEURE QUALITÉ ET DES SYSTÈMES DE DONNÉES PLUS SOLIDES

S'agissant des cinq indicateurs examinés dans la présente section, les jalons ont été globalement atteints pour trois indicateurs (12, 17 et 31) et manqués pour deux (indicateurs 10 et 14). Un système éducatif fort doit reposer sur des politiques rigoureuses pour un financement national de l'éducation plus important et de meilleure qualité. Les évaluations du PME ont révélé que le financement domestique est fortement influencé par de nombreux facteurs complexes qui varient d'un pays à l'autre. Elles montrent aussi que le PME a contribué à la concertation et au maintien de l'attention sur l'importance du

financement national. Pour autant, les acteurs de l'éducation au niveau des pays doivent être plus engagés pour veiller à donner une plus grande priorité à l'éducation dans les budgets publics et à utiliser efficacement les ressources afin de garantir à tous les enfants un accès équitable à une éducation de qualité⁵⁰. En dépit des incitations fournies par les prérequis du modèle de financement, des lacunes persistent en matière de données dans les pays partenaires, d'où la nécessité d'élaborer des stratégies plus efficaces pour renforcer les systèmes de données. Outre les incitations indirectes qu'offre le modèle opérationnel du PME pour renforcer les systèmes éducatifs, les financements du PME soutiennent directement les activités visant à renforcer les systèmes éducatifs dans les pays partenaires.

50. E. W. Miningou, "Quality Education and the Efficiency of Public Expenditure: A Cross-Country Comparative Analysis" (Policy Research Working Paper Series 9077, World Bank, Washington, DC, 2019), <https://ideas.repec.org/p/wbk/wbrwps/9077.html>.